

Ouvrir les frontières du savoir : Une solution au défi de l'engagement du Canada dans le monde

Mémoire au Comité permanent des finances de la
Chambre des communes pour les consultations
prébudgétaires en vue du budget de 2018

Le 3 août 2017



Bureau canadien de
l'éducation internationale

Bureau canadien de l'éducation internationale

Le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) est l'organisation canadienne pour l'éducation internationale qui mobilise nos 150 universités, collèges, instituts, écoles polytechniques, cégeps et conseils et commissions scolaires à l'échelle du pays, en vue de bâtir la capacité du Canada de contribuer et de participer pleinement dans le monde grâce à des interactions en matière d'éducation.

Au cœur de notre mandat se situe la formation de jeunes dirigeants canadiens par des expériences d'études à l'étranger¹. La campagne nationale de la BCEI [Ouvrir les frontières du savoir](#), a pour objet de mieux sensibiliser tous les intervenants à la proposition de valeur que constitue les études à l'étranger, pour les étudiants comme pour les entreprises et les gouvernements, et d'aider ses institutions membres à contourner les obstacles aux études à l'étranger.

Notre contribution au Comité des finances s'articulera donc exclusivement autour de cet aspect actuel de notre travail, qui est de plus en plus crucial pour aider le Canada à accroître sa productivité et sa compétitivité dans le contexte de la concurrence et des débouchés mondiaux, qui sont un thème clé des consultations prébudgétaires du Comité.

Le défi de l'engagement du Canada dans le monde

Le Canada a un immense défi à relever : amener un plus grand nombre de nos étudiants à tirer parti des expériences d'apprentissage dans d'autres pays et à les préparer à devenir des « diplômés prêts pour le monde » dans tous les sens du terme.

Pourquoi est-ce tellement important?

Dans le budget de 2017, le gouvernement fédéral a exposé un plan pour l'innovation et les compétences qui vise avant tout à faire du Canada un centre de l'innovation de calibre mondial, et à donner aux Canadiens les connaissances et les compétences nécessaires pour obtenir de bons emplois et réussir dans la nouvelle économie.

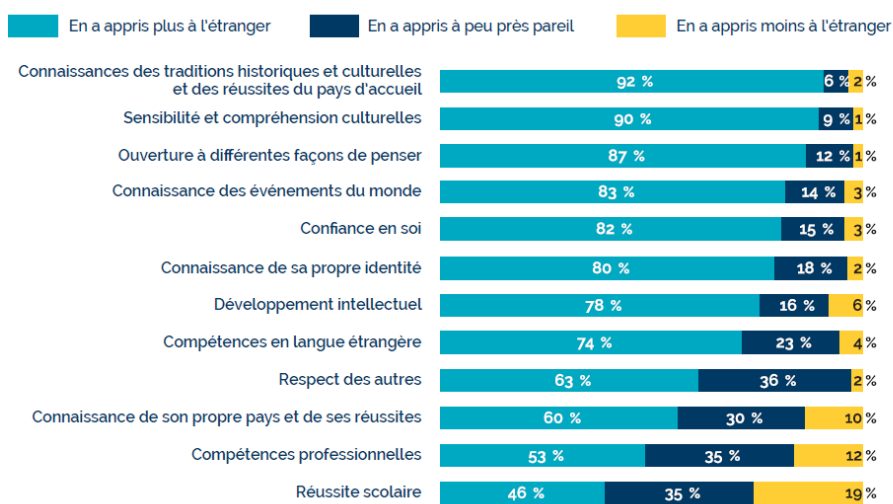
Et pourtant, dans le contexte de la création de cette nouvelle économie en fonction des chaînes de valeur mondiales, du commerce international et des nouvelles idées provenant de tous les coins du monde, il est essentiel d'arriver à faire en sorte que nos jeunes soient compétents et connectés dans une perspective mondiale en vue de créer « la main-d'œuvre la plus compétente, talentueuse, créative et diversifiée au monde » (budget de 2017). C'est là que des études à l'étranger peuvent faire

¹ Les études à l'étranger comprennent l'étude, la recherche et l'apprentissage expérientiel comme les stages et les placements professionnels, à durée variable, qui entrent dans le cadre de l'enseignement de l'établissement d'attache d'un étudiant au Canada, qu'il s'agisse d'une école primaire ou secondaire, d'un cégep, d'une université ou d'un collège.

une contribution stratégique pour aider le gouvernement à atteindre ses objectifs.

Toutes les études arrivent à la même conclusion : les étudiants qui ont eu la chance d'étudier à l'étranger soulignent à quel point cette expérience a été importante dans l'acquisition de leur savoir, le perfectionnement de leurs connaissances et le développement de leur personnalité. Par exemple, dans l'enquête du BCEI réalisé en 2016 auprès d'anciens étudiants à l'étranger, les répondants ont affirmé que leurs acquis ont été souvent nettement plus élevés que ceux qu'ils auraient obtenus s'ils étaient restés au Canada pendant la même période (voir le tableau ci-après). Il est remarquable de constater que les secteurs de croissance affichant le pourcentage le plus élevé se situent au-delà de la formation en classe typique : sensibilisation et compréhension culturelles, ouverture à différentes façons de penser, confiance en soi et conscience de son identité. En outre, près des trois quarts des étudiants ont affirmé que leur expérience à l'étranger a influencé leur choix carrière (BCEI, 2016).

Croissance/apprentissage ayant eu lieu à l'étranger par rapport à la croissance/ l'apprentissage qui aurait eu lieu sur le campus d'attache



Ce ne sont pas seulement ces étudiants qui valorisent l'acquisition de telles compétences professionnelles. Selon un sondage réalisé en 2014 auprès des petites et moyennes entreprises d'une vaste gamme de secteurs de l'industrie à l'échelle du Canada, 82 % des répondants croient que les employés qui ont des connaissances interculturelles et qui comprennent le marché planétaire augmentent la compétitivité de l'entreprise; par ailleurs, 72 % d'entre eux disent que les recrues ayant vécu une expérience interculturelle à l'international affichent un meilleur rendement que les diplômés sans cette expérience. Deux gestionnaires d'embauche sur trois ont dit que le Canada risque d'être déclassé par des économies dynamiques comme la Chine, l'Inde et le Brésil, si les jeunes Canadiens n'apprennent à réfléchir dans une perspective plus mondiale (Léger : Recherche – Stratégie – Conseil, sondage auprès des employeurs pour Universités Canada, 2014).

En outre, selon des indications de plus en plus nombreuses, les connaissances, les compétences et

les attitudes acquises par la formation à l'étranger ont des retombées économiques durables. Dans une étude d'impact d'*Erasmus*, le programme bien établi de l'Union européenne pour les études à l'étranger, les anciens étaient proportionnellement deux fois moins nombreux à connaître le chômage chronique que leurs pairs non mobiles (2 % c. 4 %). Cinq ans après la fin de leurs études, leur taux de chômage se situait à 23 % plus bas que celui des étudiants non mobiles. Dix ans après la fin de leurs études, ils avaient 44 % plus de chances d'occuper des postes de gestion. Les étudiants d'*Erasmus* affichent également des valeurs supérieures pour les traits de personnalité auxquels les employeurs attachent beaucoup de prix (comme la capacité de travailler en équipe, les compétences en communication, en planification, et en solution de problèmes) que les étudiants non mobiles (Commission européenne, 2014). Une étude semblable menée par la UK Higher Education (HE) International Unit a comparé le niveau de scolarité et les résultats professionnels des étudiants de premier cycle – mobiles et non mobiles – ayant obtenu un premier grade au Royaume-Uni. Six mois après la fin d'un programme de premier cycle, les étudiants qui ont passé du temps à l'étranger affichaient des taux de chômage moindres que leurs pairs non mobiles (5 % c. 7 %). Ils avaient aussi des salaires moyens plus élevés (21 349 c. 20 519 livres sterling), avaient de meilleurs résultats scolaires (81 % c. 72 %) et affichaient des taux d'emploi plus élevés dans l'un des trois premiers groupes socioéconomiques (74,8 % c. 67,1 %) (UK HE International Unit, 2016).

En dehors du monde des affaires, la dynamique politique actuelle sur la scène internationale souligne l'importante contribution que représentent les valeurs et la présence proactive du Canada sur la scène mondiale pour favoriser la tolérance et la justice sociale dans les relations avec le monde. En effet, le Canada occupe une position de choix pour exercer un leadership encore plus considérable dans les années à venir et nos jeunes comptent parmi nos meilleurs ambassadeurs.

En un mot, en période d'accroissement de la compétitivité et de la complexité mondiales, laisser aller les choses n'est pas une solution. Nous devons mener une action stratégique et catalytique : les Canadiens doivent être prêts à participer et à contribuer comme citoyens du monde, à travailler à l'étranger, dans des cultures, dans des langues et selon des valeurs avantageuses pour tous. Que faisons-nous pour préparer les jeunes dirigeants canadiens de demain, ceux qui pourront négocier, analyser, communiquer et s'engager sérieusement au niveau international?

La priorité aux études à l'étranger

Il existe aujourd'hui des programmes de mobilité à l'étranger avec articulation stratégique sur les régions d'intérêt; de l'aide de haut niveau de la part des organismes gouvernementaux, des institutions et de l'industrie; des plans bien ciblés; et une stratégie très visible de communication dans plusieurs des pays concurrents du Canada, qui se sont donné comme priorité d'instaurer des stratégies et des programmes nationaux d'études à l'étranger pour concrétiser leur engagement dans le monde. Aux États-Unis, par exemple, il y a des programmes comme la *100,000 Strong Initiative* avec la Chine et les Amériques, ainsi que *Generation Study Abroad*. Le *Programme Erasmus* de l'Union européenne, auquel nous avons fait allusion plus haut a œuvré pendant plus de 25 ans à

faciliter l'étude à l'étranger pour plus de trois millions d'étudiants. Le gouvernement mexicain s'est donné *Proyecta 100.000* et *Proyecta 10.000* pour resserrer ses liens avec les États-Unis et le Canada. La stratégie du Royaume-Uni pour la mobilité à l'étranger est un élément clé de la stratégie gouvernementale d'éducation internationale, *Global Growth and Prosperity*. Dans ses quatre premières années de fonctionnement, le *Nouveau Plan de Colombo* de l'Australie aura aidé 17 500 étudiants à étudier ou à travailler comme stagiaires dans 34 pays de la région indo-pacifique.

Au contraire de ces pays et d'autres pays concurrents, qui comprennent bien la proposition de valeur des études à l'étranger, le Canada n'a pas fait de l'internationalisation de son bassin de talents un impératif national, comme composante nécessaire et intentionnelle de sa stratégie pour développer sa compétitivité planétaire et pour aider ses jeunes à réaliser leur plein potentiel dans un monde interconnecté.

Le Comité consultatif de 2012 qui a préparé la Stratégie internationale du gouvernement fédéral en matière d'éducation a recommandé que, pour réaliser ses aspirations de compétitivité dans l'économie planétaire et sur le marché de l'éducation internationale, le gouvernement du Canada devrait cofinancer – avec les établissements d'enseignement et/ou les gouvernements provinciaux/territoriaux – un grand programme de mobilité des étudiants. L'idée était de créer des occasions qui permettraient à 50 000 étudiants canadiens par année d'aller étudier, de faire de la recherche ou du service communautaire, ou de réaliser d'autres activités d'apprentissage expérientiel, comme des placements professionnels, d'ici 2022. Bien que la Stratégie internationale en matière d'éducation traite de l'importance de promouvoir la mobilité à l'étranger et énonce que les études à l'étranger devraient être « au cœur même de notre prospérité actuelle et à venir » (Affaires mondiales Canada, 2014), les recommandations du Comité consultatif restent sans suite et il n'y a actuellement pas de cible nationale ni de financement particulier destiné à aider une masse critique d'étudiants canadiens à tirer parti des possibilités d'études à l'étranger.

Alors que, par exemple, plus de 30 % des étudiants allemands vont à l'étranger pendant leurs études (et il y a un effort concerté pour porter cette proportion à 50 %), on estime qu'une infime fraction de 3 % des étudiants canadiens participent aux programmes d'échanges de leur université ou collège canadien. Le nombre d'étudiants de niveau secondaire participants est tout aussi lamentable.

Sans effort concerté pour aider nos jeunes à profiter des études à l'étranger, nous risquons de produire une génération de Canadiens privés de l'avantage concurrentiel permettant aux étudiants mobiles et, par extension, aux entreprises de leurs pays d'attache de mettre à profit leurs compétences mondiales. En outre, le Canada risque de ne plus être vu par ses partenaires internationaux comme pays qui attache du prix à la réciprocité, alors même que les pays de l'OCDE envoient leurs étudiants sur nos rives, mais nous n'accordons toujours aucune priorité aux programmes pour aider nos jeunes à faire l'expérience de leurs cultures.

Le financement est la clé. Dans un récent sondage du BCEI auprès de plus de 7 000 étudiants canadiens, où 86 % des répondants ont dit souhaiter participer à une expérience d'études à

l'étranger, 80 % ont indiqué qu'ils auraient besoin d'aide financière pour cela et, parmi ces étudiants sélects qui font des études à l'étranger, la moitié ont besoin d'aide financière de leurs proches. En bref, les études à l'étranger sont très souvent une occasion réservée aux étudiants de milieux socioéconomiques avantagés.

Nous devons rendre les études à l'étranger financièrement possibles pour une masse critique d'étudiants canadiens si nous voulons maximiser leur importante proposition de valeur.

Le BCEI recommande donc que le gouvernement fédéral intervienne enfin et nous lance résolument sur la voie vers la concrétisation de la vision proposée par le Comité consultatif de 2012, en investissant dans un grand programme qui aidera une masse critique d'étudiants canadiens, à l'échelle du pays et dans tous les secteurs de l'éducation, à tirer parti d'occasions d'études à l'étranger, et particulièrement les étudiants qui n'ont pas les moyens d'y participer.

Ne laissons pas le défi de l'engagement du Canada dans le monde devenir le talon d'Achille de nos aspirations pour une plus grande compétitivité économique et un engagement plus ferme sur la scène mondiale. Pas plus que de nos aspirations pour notre jeunesse, dont l'avenir sera plus reluisant comme « diplômés prêts pour le monde ».